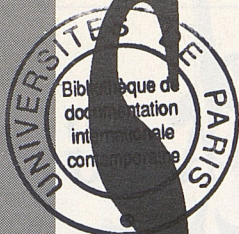


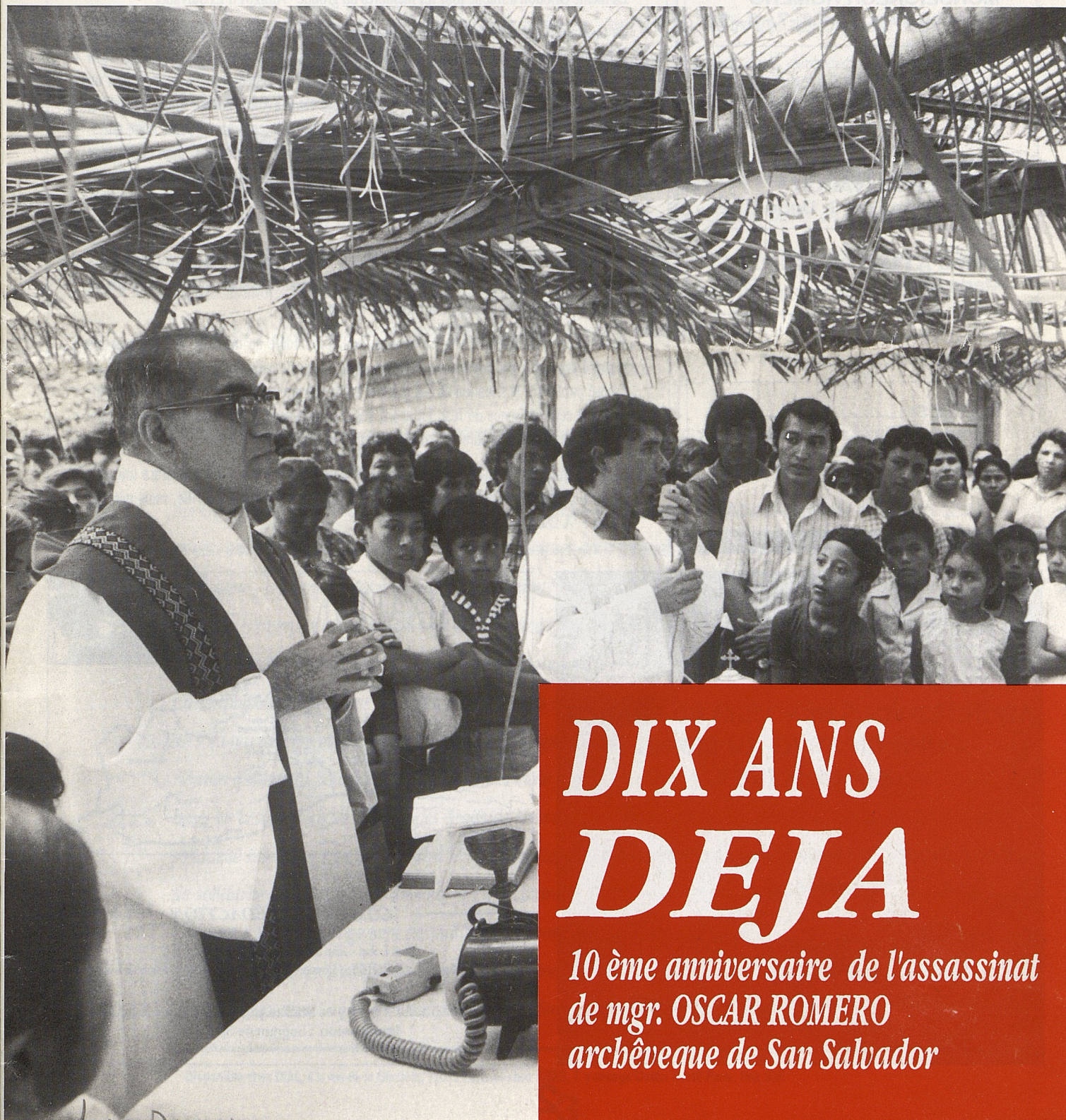
el



N° 5
MARS-AVRIL 90
10 FF

SALVADOR

BULLETIN D'INFORMATIONS ET DE SOLIDARITE



DIX ANS DEJA

*10^{ème} anniversaire de l'assassinat
de mgr. OSCAR ROMERO
archêveque de San Salvador*

4° P. 10951

SOMMAIRE

**JANVIER ET FEVRIER
AU SALVADORP.4**

**MONSEIGNEUR ROMERO
A PROPOS DE LA VIOLENCE
(Extraits).....P.5**

**VIE ET PASSION DE
MONSEIGNEUR ROMERO
MichaelLöwy.....P.6 -7 - 8 - 9**

**LE FMLN ET LES ACCORDS
DE SAN ISIDRO.....P.10 - 11**

**QUELLE ALTERNATIVE
POUR LE SALVADOR ?
Déclarations de G. Ungo.P.12**

**ADIEU A HECTOR OQUELI
Marie Duflo.....P.13**

**SOLIDARITE
SALVADOR.....P.14 - 15**

POEMES.....P.16

H O M M A G E

Notre ami, Jean François Fourel, pasteur, journaliste, fondateur de ce bulletin, a trouvé la mort dans un accident au Nicaragua quelques jours avant les élections. Il avait des qualités humaines rares, faites de fraternité, de générosité et de bonne humeur. Son engagement auprès des pauvres était sans équivoque, et c'est donc tout naturellement que nous l'associons à l'hommage que nous rendons dans ce bulletin à Mgr Romero.

Nous avons demandé aux jeunes de Normandie de nous parler de lui :

C'est avec stupeur que nous avons reçu la nouvelle de l'accident de Jean François Fourel. La même émotion a frappé tous les membres du groupe "Amigos d'El Salvador"

Le mois que nous avons vécu ensemble dans la paroisse du père Daniel en 1988 à San Salvador a fait de lui, pour le groupe, beaucoup plus qu'un ami. Pour les jeunes, Jean François est le grand frère. Le climat tendu dans lequel vit le peuple salvadorien a été l'un des éléments forts de la communion dans laquelle nous avons vécu ce mois. Vivant les mêmes sorties, rencontrant les mêmes personnes, les mêmes organisations, nous partageons tous les soirs nos réflexions, nous faisant part de nos émotions. C'était aussi, pour nous, une expérience d'oecuménisme dans la réflexion, la prière et la célébration. C'était encore dans la communion profonde, une expérience d'EGLISE ouverte au monde et au monde des pauvres.

Jean François a beaucoup contribué à l'élaboration du montage de diapositives réalisé à la suite de ce déplacement. Nous avons passé un week-end ensemble dans une abbaye de Valognes, près de Cherbourg pour travailler à ce montage.

Au nom de cette amitié partagée et aussi pour être fidèle au message que nous avons entendu ensemble au Salvador, il devait venir à Equeurdreville, le 30 mars, pour faire un exposé public sur la situation au Salvador et en Amérique Latine aujourd'hui. Nous comptons sur cette présence de Jean François, ses connaissances et son sens de l'analyse toujours à la pointe de nos combats pour la défense des droits de l'homme.

Jean François, ton jovial "¿ Hola, que tal ?" que tu aimais nous lancer tintera toujours vivant dans nos oreilles. Tu ne viendras plus nous voir à Equeurdreville, mais nous te disons : "A Dios, à Dieu, Jean François".

SOUTENEZ LE BULLETIN!

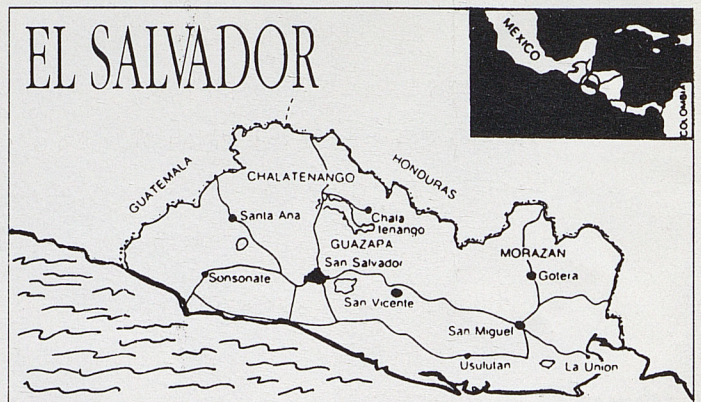
**ABONNEZ-VOUS. MINIMUM 60 FRANCS
POUR UN AN ET AU MOINS
SIX NUMEROS.**

*Pour toute commande ou information,
écrivez à :*

Mme Nady Granier 3,
Boulevard Saint-Martin - 75003 PARIS

Versement des chèques au nom de
Mme Nady Granier

EL SALVADOR



COMITÉ DE RÉDACTION

Yves Lobel - Jean Sepet - Jean-François Fourel -
Jean-Marc Touzard - Hélène Loyon - Anne-Françoise Bello - Michaël Löwy

**Conception Graphique, Mise en page PAO : Jorge Palmucci
Impression : Imprimerie Spéciale**



EDITO

L'*amour vainqueur** : c'est le titre d'un recueil d'homélies de Monseigneur Romero, choisies par le père Antoine, de DIAL, que viennent de publier les éditions CERF. On est surpris par le choix de cet intitulé à l'heure où triomphent en Amérique centrale ceux qui ont assassiné Monseigneur Romero, ceux qui sèment la haine et la violence pour défendre privilèges et positions stratégiques. Au Guatemala, au Honduras, au Costa-Rica, la droite la plus réactionnaire prend le pouvoir politique. Au Panama, les troupes des Etats-Unis d'Amérique écrasent la petite armée locale et tuent au moins deux mille civils... au nom de la démocratie et des droits de l'homme. Au Nicaragua, l'opposition, bénéficiant du soutien affiché d'un pays étranger et du chantage de celui-ci, l'emporte sur les sandinistes. Au Salvador, l'armée profite de l'offensive guérillera pour terroriser les quartiers populaires, où le solde des bombardements s'élève à près de trois mille morts, et liquider physiquement les dirigeants de l'opposition civile, toutes tendances confondues, syndicalistes, mères de disparus, jésuites et tous les témoins... Notre "grande" presse et nos gouvernants restent muets alors que, pour des motifs idéologiques évidents, ils acceptent sans vérification les informations fabriquées par des faussaires en Roumanie. Alors, c'est le retour aux années noires en Amérique centrale, aux républiques "bananières", à la politique de la canonnière, au pouvoir absolu des militaires et de l'oligarchie?

On pourrait le croire, mais ce serait compter sans les forces de progrès, de justice et de fraternité qui, par le sacrifice des Farabundo Martí, des Romero et des centaines de milliers d'autres, se développent en Amérique. Au Guatemala, au Honduras et au Costa Rica, les ex-gouvernements démocrates-chrétiens ou sociaux-démocrates, ont dû accepter l'ouverture d'espaces politiques dans lesquels s'est développée l'opposition populaire. Au Nicaragua, les sandinistes ont perdu les élections mais ils restent la première force politique du pays. Au Panama, l'intervention américaine a été dénoncée par l'ensemble des pays sud-américains (sauf le gouvernement Cristiani du Salvador!) et le mouvement nationaliste s'organise pour exiger le respect du traité Torrijos-Carter prévoyant que dans dix ans les Panaméens seront maîtres chez eux. Au Salvador, les forces populaires ne sont pas défaites et ce bulletin en apporte témoignage. Plus que jamais, les organisations populaires salvadoriennes qui luttent pour la paix et la justice sociale - et les syndicats ouvriers et paysans, les communautés de base, les associations de défense des droits de l'homme, les comités de mères - auront besoin de l'aide et de la solidarité internationales. L'avenir d'El Salvador dépend aussi de nous... Ainsi, aux Etats-Unis, le mouvement de solidarité a pris une telle ampleur qu'il a contraint l'administration nord-américaine et le gouvernement Cristiani à mettre en jugement des militaires de haut rang. Plusieurs dizaines de jésuites se sont portés candidats pour remplacer leurs frères assassinés et le père Daniel est revenu dans sa paroisse: l'amour est bien vainqueur, la paix dans la justice viendra un jour au Salvador et en Amérique centrale.

* Disponible chez DIAL, 43, rue de la Glacière, 75013 Paris et chez EDES, 7, passage Cottin 75018 Paris. Prix 90F.

JANVIER ET FEVRIER AU SALVADOR

Ce début d'année est, au Salvador, dominé par les suites de l'offensive du FMLN du 11 Novembre 1989. La population civile, en particulier dans les quartiers bombardés par l'armée salvadorienne, panse ses plaies et, peu à peu, la vie de tous les jours reprend ses droits, même si plus de 6000 maisons ont été détruites.

L'activité militaire a nettement décliné par rapport à Novembre et Décembre. La deuxième phase de l'offensive de la guérilla, attendue par certains, n'a pas eu lieu, et seules de violentes escarmouches se sont produites. L'interprétation de ce calme apparent du FMLN n'est pas aisée. Pour certains militaires salvadoriens, cela signifierait que la guérilla a été très durement touchée par la contre-offensive de l'armée. Pour d'autres, le FMLN serait en train d'accumuler ses forces pour mettre en place d'autres opérations d'envergure.

A San Salvador, la capitale, qui a été le théâtre principal de l'offensive de Novembre dernier, la répression s'est abattue sur tous les mouvements d'opposition -syndicats, comités des droits de l'homme et groupes confessionnels divers- accusés d'avoir fourni un soutien logistique au FMLN.

Ce début d'année est, au Salvador, dominé par les suites de l'offensive du FMLN du 11 Novembre 1989.

La population civile, en particulier dans les quartiers bombardés par l'armée salvadorienne, panse ses plaies et, peu à peu, la vie de tous les jours reprend ses droits, même si

plus de 6000 maisons ont été détruites.

Nombre d'organisations ont dû cesser toute activité lors de l'état de siège et sous la menace de l'armée, la réouverture des espaces politiques est maintenant très difficile. Elle serait pourtant bien nécessaire, profitant de l'absence de libertés syndicales, de nombreuses entreprises et administrations publiques ont licencié massivement.

Le fait le plus marquant de ce début d'année reste cependant l'inculpation de militaires de haut rang dans l'assassinat de six jésuites et de deux femmes à l'université catho-

lique, rappelons que le gouvernement salvadorien avait initialement attribué ces crimes au FMLN. Un témoin interrogé par le FBI aux États-Unis, a été amené à se rétracter sous la pression des autorités américaines, alors qu'il mettait en cause des membres de l'armée salvadorienne.

Il semblerait cependant que le congrès américain ait lié la poursuite de l'aide financière des États-Unis à l'éclaircissement du massacre de l'université centro-américaine. Des pressions plus directes émanant de l'armée nord américaine et dirigées vers l'état major salvadorien auraient finalement permis d'inculper le colonel Benavides, directeur de l'école militaire, et un groupe de sous-officiers et de soldats.

JANVIER ET FÉVRIER 1990

Les bombardements continuent

Un avion A-37 de l'Aviation salvadorienne a bombardé sans discrimination la population civile à Guancora, Chalatenango. Six personnes ont ainsi trouvé la mort, dont deux adultes et quatre enfants. Le bombardement a aussi causé de nombreux blessés. Beaucoup de maisons ont été endommagées.

L'objectif de ces bombardements est de forcer la population à quitter cette zone.

Un avion A-37 et un hélicoptère UH-1M ont lancé des roquettes pendant plusieurs heures près de la caserne Los Ramos (Cacaopera), Morazan, causant beaucoup de dégâts aux habitations et aux cultures de la population civile et mettant leurs vies en danger.

CRISE ÉCONOMIQUE

Au cours de janvier, les prix de l'électricité, de l'eau et des produits de base ont doublé :

Produits (par livre)	ancien	actuel
SUCRE	0,75	1,50
HARICOTS ROUGES	1,25	2,50
RIZ	0,80	1,90
BOEUF	9 à 10	12,50
le moins cher		
PORC	4,50 à 5,50	9,00
FROMAGE	10 à 18,20	20,00
BOUTEILLE DE LAIT	10,12	21,00
TORTILLA	0,10	0,20
Cours du dollars	5,80	7,50

(Salaire mensuel moyen : 600 colones)

MONSEIGNEUR ROMERO A PROPOS DE LA VIOLENCE

(EXTRAIT DE LA QUATRIEME LETTRE PASTORALE, AOUT 1979)

Par son inspiration évangélique, l'Eglise est incitée à privilégier la recherche de la paix. Mais la paix que propose l'Eglise est le fruit de la justice ("opus justitiae pax"). C'est pourquoi ses jugements sur la violence, qui perturbe la paix, ne peuvent ignorer les postulats de la justice. Il s'agit donc de jugements très différents, selon les différentes formes de violence, de telle sorte que l'Eglise ne peut pas affirmer, de façon simpliste, qu'elle condamne tout type de violence.

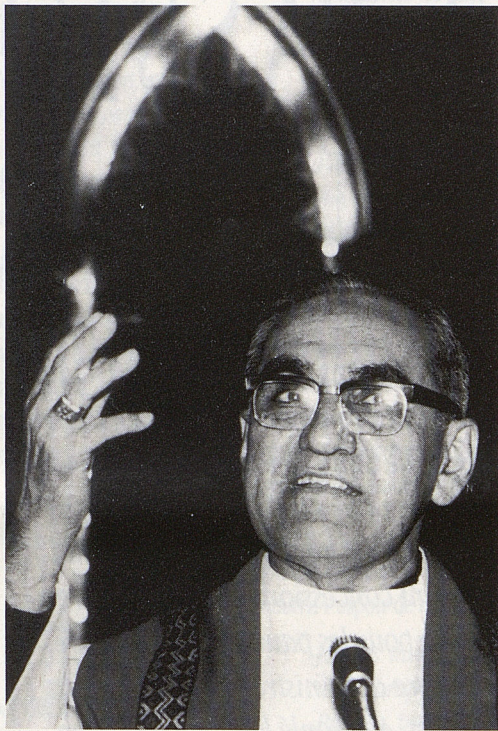
Non à la violence structurelle .

L'Eglise condamne la "violence structurelle" ou "institutionnelle", "produit d'une situation d'injustice par laquelle la majorité des hommes, des femmes et surtout des enfants de notre pays se voient privés de ce qui est nécessaire pour vivre" (troisième lettre pastorale). L'Eglise condamne cette violence, non seulement parce qu'elle est injuste en elle-même et est la traduction de péchés personnels et collectifs, mais aussi parce qu'elle est cause d'un grand nombre d'autres cruelles violences, plus visibles.

Chaque jour sont plus nombreux ceux qui estiment que la raison ultime des graves maux qui nous affligent, y compris la recrudescence de la violence, est cette "violence structurelle" qui se traduit par la distribution injuste de la richesse et de la propriété, surtout de la terre, et, de façon plus générale, par l'ensemble des structures politiques et économiques qui font que quelques-uns deviennent chaque jour plus riches et plus puissants tandis que la majorité devient plus pauvre et plus faible.

Non à la violence arbitraire de l'Etat.

L'Eglise condamne aussi la violence arbitraire et répressive de l'Etat. Depuis Puebla, nous savons bien comment, au Salvador, se réprime, chaque fois de façon plus épouvantable et injuste, tout désaccord avec la forme actuelle du capitalisme et de ses institutions politiques, sur la base de la



théorie de la sécurité nationale. Nous savons aussi comment la majorité des paysans, des ouvriers, des habitants des bidonvilles, etc... , qui se sont organisés pour défendre leurs droits et proposer des changements institutionnels légitimes, sont tout simplement accusés d'être des "terroristes" et des "subversifs" et, en conséquence, sont arrêtés, torturés, assassinés ou disparaissent sans qu'aucune loi ou institution judiciaire les protège ou leur donne la possibilité de se défendre et de prouver leur innocence. Devant cette situation injuste, ils ont été contraints bien souvent à se défendre de façon violente et, à nouveau, ils ont été en butte à la violence arbitraire de l'Etat.

L'autorité publique a certainement le droit de réprimer les désordres sociaux, mais par l'intermédiaire de la justice d'un tribunal qui, donnant au prévenu la possibilité de se défendre, le sanctionne. Toute autre sanction arbitraire et répressive est un abus d'autorité.

Non à la violence de l'extrême-droite

L'Eglise condamne également la violence des bandes terroristes de droite que l'impunité totale rend suspectes de connivence avec les autorités officielles. Elles ont endeuillé la magistrature, les organisations populaires, les partis politiques et l'Eglise elle-même. Leur intention, insoutenable, est d'essayer de maintenir l'ordre social injuste dont nous parlons plus haut et elles constituent ainsi partie intégrante de l'injustice du système.

Non à la violence terroriste injuste.

L'Eglise condamne aussi la violence des groupes politico-militaires ou des personnes, quand ils font intentionnellement des victimes innocentes et que cette violence est disproportionnée par rapport aux effets positifs qu'ils pensent en retirer à court ou moyen terme.

Violence de l'insurrection.

Par contre, l'Encyclique Populorum Progressio du Pape Paul VI à la Conférence de Medellin, reprend l'enseignement classique de la théologie catholique, selon laquelle "est légitime une insurrection dans le cas très exceptionnel d'une tyrannie évidente et prolongée qui porte gravement atteinte aux droits de la personne humaine et porte dangereusement préjudice au bien commun du pays, qu'il soit le fait d'une personne ou de structures évidemment injustes."

Notre Constitution Politique Salvadorienne reconnaît ce droit de juste insurrection.

Le chrétien est pacifique mais pas passif.

En ce qui concerne le comportement chrétien dans cette ambiance de violence et de changements dans le pays, les paroles suivantes de Medellin sont d'actualité et doivent nous guider : "le chrétien est pacifique et n'en a pas honte. Pas exclusivement pacifique, parce qu'il est capable de se battre, mais il préfère la paix à la guerre. Il sait que les changements brutaux et violents des structures seraient trompeurs, inefficaces et pourraient ne pas respecter la dignité du peuple."

VIE ET PASSION DE MONSEIGNEUR ROMERO

Né en 1917 dans une famille humble (son père était opérateur de télégraphe) Oscar Arnulfo Romero a commencé sa vie comme apprenti charpentier... En 1937 il entre au séminaire puis étudie la théologie à Rome. De retour dans son pays en 1943, il devient évêque de San Miguel puis, en 1970, évêque auxiliaire de San Salvador.

Il est nommé archevêque de la capitale en 1977 par le Vatican parce que perçu comme celui qui serait le plus apte à neutraliser les "prêtres marxistes" et les Communautés Ecclésiales de Base et à améliorer les relations entre l'Eglise et le gouvernement, qui s'étaient détériorées sous l'ancien archevêque (Mgr Chavez).

Monseigneur Romero apparaissait en effet comme un évêque plutôt conservateur, à la fois à cause de son passé (il avait sympathisé avec l'Opus Dei dans sa jeunesse) et parce qu'il croyait à la prière et à la conversion personnelles plutôt qu'au changement social. Il critiquait les communautés de base pour ce qu'il appelait un excès de politisation et la perte de leur identité chrétienne. Il identifiait la gloire de Dieu à la gloire de l'Eglise et se montrait très ecclésiastique, attaché aux canons et à la discipline de l'institution. Il était considéré par les prêtres radicaux comme "purement spirituel" et traditionaliste. Lors de ses premiers entretiens avec la presse, en février 1977, il insistait sur le fait que la mission du prêtre est "éminemment religieuse et transcendante"; mais il esquissait déjà un autre type d'argument : "le gouvernement ne doit pas considérer un prêtre qui prend position pour la justice sociale comme un élément politique ou subversif, parce qu'il remplit sa mission au service de la politique du bien commun".

Il y a dix ans, le 24 mars 1980, était assassiné Monseigneur Romero, archevêque de San Salvador. Sa faute, inexpiable aux yeux de l'oligarchie, fut d'avoir mis en pratique, sans hésitations ni concessions, l'option préférentielle pour les pauvres. Son meurtre, oeuvre des sinistres escadrons de la mort, a ébranlé les consciences en Amérique Latine et dans tout le monde chrétien. Depuis lors, sa vie et sa passion n'ont pas cessé d'inspirer d'autres à suivre son chemin et à s'engager, corps et âme, pour la cause de la libération des pauvres.

par Michael Löwy



Extraits de "Mourir et Vivre au Morazan", témoignage de Roger PONSEELE, prêtre belge qui accompagne la guérilla depuis 1980.*

Monseigneur ROMERO, jusqu'à ce qu'il soit archevêque, était nettement réactionnaire. Pour nous, quand il a été nommé, nous avons été très déçus. Je l'ai connu alors qu'il était encore évêque auxiliaire. A cette époque, il critiquait les communautés de base. A peine s'il avait des contacts avec elles et quand il en avait ils étaient très négatifs. En vérité,

Monseigneur ROMERO ne nous était pas sympathique du tout. A cette époque, il nous paraissait non seulement conservateur mais pervers.

Dans notre paroisse (NdT : Zacamil), nous avons eu un conflit plutôt sérieux avec lui. Ça se passait après une occupation de l'Université Nationale, en 1972, quand fut publié un communiqué des évêques dans lequel ils prenaient clairement parti pour la mesure du gouvernement et justifiaient celui-ci sous prétexte de subversion et de communisme. Nos chrétiens ont alors réagi assez vivement contre les évêques, mais comme nous nous sentions d'Eglise, nous avons pensé qu'il était opportun d'inviter Monseigneur ROMERO à discuter avec nous. Il accepte, il arrive à la paroisse et nous préparons une messe concélébrée par lui et par trois autres prêtres. Tout se passe normalement mais, après l'évangile, au cours de l'homélie, il commence à nous attaquer, il nous accuse d'être politisés, de ne plus être chrétiens, il refuse notre engagement, il blesse les gens. Mais d'une manière pas aimable du tout, parce qu'il ne s'agit ni d'une discussion, ni d'un échange, mais plutôt d'insultes réciproques. Les gens se sentent blessés, ils se défendent, Bible en main. Un grand débat. Pierre quitte son aube et dit que l'ambiance n'y est pas pour célébrer l'eucharistie, qu'il vaut mieux arrêter parce que c'est un échec. Peut-être que nous n'avons pas su conduire la discussion. Monseigneur reste à court d'arguments et commence à utiliser des arguments d'autorité, il insiste et dit qu'il a raison uniquement parce qu'il est évêque. Un ton très déplaisant. On ne termine pas la messe, chacun s'en va chez soi, de petits groupes continuent à discuter avec Monseigneur qui est en colère. Je me rappelle que, ce jour-là, j'ai dit à Monseigneur ROMERO :

- Comment est-il possible que l'Eglise soit aussi éloignée du peuple des pauvres ?

Mais lui, rien. Je crois qu'à cette époque, il nous méprisait. Ce fut un début bien triste.

Mais je dis : heureusement que c'est arrivé. Des années plus tard, quand Monseigneur était devenu Monseigneur, il est revenu au même endroit, avec les mêmes gens. Je me rappelle ses premiers mots, il se souvenait de tout, et il s'excusait pour tout ce qu'il avait dit ce jour-là. Il nous a demandé pardon ! Il nous a dit qu'il était décidé à accompagner son peuple comme un pasteur, que lorsqu'il était venu, il ne comprenait pas ce qui se passait. Fichtre, quelle humilité !

* En vente à E.D.E.S., 7, passage COTTIN 75018 Paris (30 Frs)

Sa conversion à la cause de la libération des pauvres commence avec l'assassinat du père Rutilio Grande en mars 1977. Profondément touché par le martyr du missionnaire jésuite qui avait dédié sa vie à la "conscientisation" des paysans pauvres d'Aguilares, Monseigneur Romero demande des comptes au gouvernement du colonel Molina. Celui-ci prétend, cyniquement, que le meurtre du jésuite avait été l'oeuvre du... "communisme international", intéressé à créer des conflits entre l'Eglise et l'Etat. Le même type d'explication sera fourni à maintes reprises à l'avenir, y compris récemment lors de l'assassinat d'Ignacio Ellacuria et de ses amis jésuites.

En mars 1977, le père Rutilio Grande et ses compagnons paysans étaient assassinés entre Aguilares et son hameau

natal, El Paisnal. En juin de la même année, l'armée massacrait une dizaine de personnes qui s'opposaient aux propriétaires fonciers avec la fédération paysanne FECCAS.

Francisco Andrés Escobar écrivit peu après le poème dont nous traduisons des extraits ci-dessous.

Ah, voyageur, ne poursuis pas ta route !
Entre dans ces rues parce qu'y marchent des somnambules
qui cherchent les morts parmi les ombres
et purifient des pleurs l'espérance !
Entre dans ces rues,
parcours ce sang :
le profond chemin de croix de la chair !
La cathédrale de deuil aux mille nefs
à la douleur peinte sur ses vitraux.
Entre, voyageur,
ne te détourne pas !
et ensuite va à ton lointain pays
et raconte là-bas aux visages, aux vents,
à l'oiseau, à la pinède et aux sources,
à l'ombre, à la lumière, aux déserts,
à tout ce qui vit, espère et aime,
que ce village qui jusqu'à hier fut Aguilares
à partir d'aujourd'hui s'appelle VILLAGEMARTYR.

A partir de 1978, Monseigneur Romero est profondément influencé par le théologien de la libération Jon Sobrino* qui le conseille dans la rédaction de ses Lettres Pastorales. Il entre en conflit de plus en plus ouvert avec les évêques conservateurs, le nonce du pape, les militaires et l'oligarchie. Il rencontre régulièrement les prêtres radicaux et les communautés de base puis des syndicalistes et des militants du BPR (Bloc Populaire Révolutionnaire).

Lorsqu'une première Junte civico-militaire où participent des secteurs de gauche renverse le régime militaire du général Romero** en octobre 1978, il nourrit l'espoir de réformes profondes.

Je vous invite à réfléchir, devant cette idole de la richesse et de la propriété privée, à ces sages paroles prononcées à Puebla par le Pape Jean Paul II devant les pasteurs d'Amérique Latine : "Ici surgit la préoccupation constante de l'Eglise pour la délicate question de la propriété. C'est aujourd'hui que revêt un caractère urgent l'enseignement de l'Eglise, selon lequel sur toute propriété privée pèse une hypothèque sociale !"...

Nous ne nous fatiguerons pas de dénoncer l'idolâtrie de la richesse qui prétend que la véritable grandeur de l'homme est "posséder" et oublie que la véritable grandeur est "être". L'homme ne vaut pas par ce qu'il possède mais par ce qu'il est. C'est par l'idolâtrie de la possession que les hommes sont égoïstes et s'opposent aux changements sociaux. Et s'il y a maintenant un danger dans ce pays, c'est bien cette idolâtrie. En ce moment où peut commencer une transformation pour la patrie, l'extrême-droite, les fanatiques de la richesse, les idolâtres de l'argent, ceux qui ne veulent pas qu'on touche à leurs privilèges, sont tentés de s'associer avec les militaires frustrés, avec des hommes qui veulent organiser un coup d'état...

* Un des jésuites de l'UCA, qui a échappé au massacre de novembre 90 parce qu'il était à l'étranger. Directeur de "Carta a las Iglesias"

** Président de la République imposé par l'armée, déposé en 79 par la première Junte civico-militaire. Aucun lien de parenté avec Monseigneur.

(homélie d'octobre 79, première Junte civico-militaire)

En janvier 1980 (quelques jours avant le coup d'état de la deuxième Junte)

L'oligarchie tente de s'organiser pour défendre ses intérêts. De nouveau, au nom de notre peuple et de notre Eglise, je vous invite à écouter la voix de Dieu et à partager volontairement pouvoir et richesses, au lieu de provoquer une guerre civile qui nous noie dans le sang. Il est encore temps de retirer les bagues, avant qu'on ne vous coupe la main.

Quand la deuxième Junte, coalition de militaires et du parti démocrate chrétien de N. Duarte, renverse la première, il dénonce clairement le coup de force : "le gouvernement actuel n'a aucun soutien populaire et ne repose que sur les forces armées et certaines puissances étrangères. La présence de la Démocratie Chrétienne cache, au niveau international, le caractère répressif du régime existant". Lorsque l'ancien ministre de l'Education de la première Junte, Salvador Samayoa, entre dans la clandestinité et rejoint la guérilla, Monseigneur Romero refuse de la condamner et souligne que les causes de la violence résident dans l'injustice de la structure sociale établie. Comme il le dira quelque temps plus tard dans une interview à Prensa Latina : "la cause de tous nos malheurs est l'oligarchie..."

La réforme agraire mise en oeuvre par la deuxième Junte, présidée par N. Duarte, ne lui semble pas convaincante. Dans une homélie du 16.12.79, il observe avec une extraordinaire acuité au cours d'une homélie dominicale :

Sans doute, le fait principal de cette semaine a été l'annonce de la Réforme Agraire... Cette promesse a suscité un grand espoir dans la majorité de la population, les travailleurs de la campagne, mais aussi beaucoup de crainte et même de l'agressivité dans la petite minorité puissante, les grands propriétaires terriens.

Quelle est la position de l'archevêché ? Vous la connaissez déjà.

Non que la Junte n'ait pas le droit de faire une transformation agraire : elle a l'obligation de la faire ! Et il me paraît important que l'actuel gouvernement ne présente pas les réformes comme un cadeau de la Junte au peuple pour obtenir son soutien. La réforme agraire est une conquête que le peuple a mérité en répandant son sang...

La Junte n'a pas commencé un processus, c'est elle qui doit s'incorporer au processus qu'a mis en oeuvre le peuple... Et c'est là notre vœu le plus cher : que le gouvernement et le peuple s'entendent sur les justes revendications.

Car la réforme agraire ne doit pas se faire avec l'intention de trouver une issue au modèle économique capitaliste qui lui permette de poursuivre son développement en continuant à accumuler et à concentrer les richesses dans quelques mains, en se tournant maintenant vers les secteurs industriel, commercial et financier. Il ne s'agit pas non plus de la faire pour endormir le paysan et empêcher qu'il continue à s'organiser et à élargir sa participation politique, économique et sociale. La réforme agraire ne doit pas rendre les paysans dépendants de l'Etat mais doit les laisser libres face à l'Etat.

Le 9 mars 1980, il prévoyait l'utilisation perverse de cette réforme par les forces armées, qui s'est depuis concrétisée dans le cadre de la "guerre de basse intensité" mise en oeuvre quelques années plus tard par les conseillers

militaires nord-américains :

Le gouvernement doit comprendre que bien que ces réformes soient nécessaires et souhaitables pour la majorité, les intérêts de celle-ci n'ont pas été pris en compte. La réforme agraire se présente pour le moment comme une action politico-militaire des forces armées... Et - ce qui est plus grave - peut entraîner une militarisation systématique de toute la République au moyen des fermes militarisées... Ainsi seraient rendus possibles un contrôle et une systématisation de la surveillance et de la répression, dirigés essentiellement contre les forces populaires. Si ces mesures n'excluent pas toute forme de répression des paysans, si ces réformes ne sont pas assumées par le peuple, organisé ou non, ces réformes n'auront rien résolu. Et leur échec se convertira en une nouvelle arme pour que revienne triomphante l'oligarchie, proclamant qu'elle seule est capable de sauver le pays... Il est temps que les efforts du gouvernement, s'ils sont sincèrement en faveur du peuple, cherchent vraiment à rencontrer et à dialoguer avec les projets que le peuple propose.

Ses homélies dominicales sont écoutées, dans la cathédrale, par des milliers de personnes et, au-delà, grâce à leur transmission par la Radio de l'Eglise (YSAX), par des centaines de milliers d'autres. Elles lient la Bible, l'Evangile et la vie de l'Eglise aux événements sociaux et politiques, du point de vue des pauvres. Un des thèmes principaux qu'il y développe est le suivant :

L'espoir que notre Eglise encourage n'est pas naïf, et n'est pas passif non plus. C'est plutôt un appel à la grande majorité du peuple, aux pauvres, pour qu'ils assument la responsabilité qui leur revient, qu'ils élèvent leur conscience, que - dans un pays où c'est légalement et pratiquement interdit - ils commencent à s'organiser... La libération n'arrivera que lorsque les pauvres auront le contrôle, seront les protagonistes de leur propre lutte et de la libération (homélie du 2 février 1980).

Quelques semaines plus tard, lors de l'interview à l'agence de presse cubaine "Prensa Latina", il insiste à nouveau et conseille :

Dans la situation actuelle du pays, je crois plus que jamais aux organisations de masse, je crois en la nécessité absolue que le peuple salvadorien s'organise, parce que je crois que les organisations de masse sont les forces sociales qui vont pousser, qui vont faire pression, qui vont obtenir la mise en place d'une société authentique, avec justice sociale et liberté. L'organisation est nécessaire à l'efficacité de la lutte. Mais, par ailleurs, j'ai été franc avec les organisations de masse, et c'est un service que l'Eglise leur offre : dire, signaler les erreurs et les injustices possibles. Je le fais, encore et toujours, parce que les organisations sont nécessaires pour mener à bien le processus de libération et elles ne peuvent ni ne doivent perdre de vue leur raison d'être : une force sociale pour le bien du peuple. Il faut éviter le sectarisme, le fanatisme qui empêchent le dialogue et les alliances. En politique, mon rôle est celui du pasteur qui oriente, qui montre les objectifs les plus importants. Et parce que j'ai de l'estime pour les organisations, je suis très satisfait de l'esprit d'unité qui se développe et se traduit dans les faits. Le bien commun, nous devons le sauver tous ensemble.

Quelques jours plus tard, Monseigneur Romero publie sa lettre au président Carter, en lui demandant, en tant que chrétien, de ne pas accorder d'aide mili-

taire à la Junte salvadorienne et de ne pas intervenir dans l'élaboration du destin du peuple d'El Salvador. Le président des Etats-Unis ne peut ignorer ce document dont le retentissement international est considérable, mais sa réponse déçoit Monseigneur Romero qui l'analyse en ces termes :

Dans ma lettre au président Carter, j'ai tenté de l'engager à se garder de toute intervention militaire dans notre pays, étant donné qu'elle constitue simplement une aide au massacre de notre peuple. Carter a répondu que toute cette aide militaire était destinée à des activités non belliqueuses, comme les transports, les communications ou l'approvisionnement. Mais sa réponse ne m'a pas satisfait parce que l'aide va directement aux forces de sécurité et il est bien connu que ce sont elles qui oppriment le peuple. Je ne nie pas qu'il y ait des provocations de la part de la gauche, mais la réponse des forces de sécurité est complètement disproportionnée. Et dans beaucoup de cas, la répression arrive sans aucune provocation préalable. En fait, il existe un programme clair de liquidation des organisations populaires. Les dirigeants syndicaux ou ceux des autres organisations sont systématiquement poursuivis. (Interview à des journalistes nord-américains, le 22 mars 1980)

Chacune de ses prises de position sociales et politiques était toujours inséparable de sa foi chrétienne, de sa croyance dans la venue du Royaume de Dieu, de sa fidélité aux enseignements du Christ et des prophètes bibliques :

L'Eglise ne s'est pas seulement incarnée dans le monde des pauvres en leur donnant une espérance, elle s'est surtout engagée fermement à leur côté. Les majorités pauvres de notre pays sont opprimées et réprimées quotidiennement par les structures économiques et politiques de notre pays. Chez nous continuent à être vraies les terribles paroles des prophètes d'Israël. Parmi nous, il y a ceux qui vendent le juste pour de l'argent et le pauvre pour une paire de sandales; ceux qui s'abreuvent de violence et accumulent les dépouilles dans leurs palais; ceux qui écrasent les pauvres; ceux qui organisent l'arrivée du règne de la violence couchés dans des lits d'ivoire; ceux qui achètent maison après maison et annexent champ après champ jusqu'à occuper toute la place et rester seuls dans le pays.

Ces textes des prophètes Amos et Isaïe ne sont pas des voix lointaines venues du fond des siècles, ne sont pas seulement des textes que nous lisons révérencieusement dans la liturgie, ce sont des réalités, dont nous vivons intensement chaque jour la cruauté. Nous les vivons quand viennent à nous les mères et les épouses des personnes arrêtées et disparues, quand apparaissent les cadavres défigurés dans les cimetières clandestins, quand sont assassinés ceux qui luttent pour la justice et pour la paix. (Discours pour la réception du doctorat "Honoris Causa" de l'Université de Lowain, 2 février 1980)

Il savait pertinemment que sa vie était en danger :

J'ai souvent été menacé de mort. Je dois vous dire qu'en tant que chrétien, je ne crois pas à la mort sans résurrection. Si on me tue, je ressusciterai dans le peuple salvadorien. Je vous le dis sans vanité, avec la plus grande humilité.

Comme pasteur, je suis obligé, par ordre divin, de donner ma vie pour ceux que j'aime, c'est-à-dire pour tous les Salvadoriens, même pour ceux qui m'assassineront. Si ces

menaces doivent s'accomplir, j'offre mon sang à Dieu pour la rédemption et la résurrection du Salvador.

Le martyr est une grâce de Dieu que je ne crois pas mériter. Mais si Dieu accepte le sacrifice de ma vie, que mon sang soit semence de liberté et le signal que l'espérance deviendra bientôt réalité.

Que ma mort, si elle est acceptée par Dieu, soit une contribution à la libération de mon peuple et un témoignage d'espérance en l'avenir. Vous pouvez annoncer, si on me tue, que je pardonne et je bénis ceux qui l'ont fait...

Un évêque mourra mais l'Eglise de Dieu, qui est le peuple, ne périra jamais. (Propos de mars 1980)

Enfin, dans son homélie à la cathédrale métropolitaine, le 23 mars 1980, Monseigneur Romero ose prendre une initiative sans précédent : il appelle les soldats à la désobéissance :

Je voudrais adresser un appel particulier aux hommes de l'armée, plus spécialement à ceux de la Garde Nationale, de la police et des prisons : mes frères, nous sommes tous le même peuple. Vous tuez des paysans qui sont vos frères.

Devant l'ordre de tuer donné par un homme, c'est la loi de Dieu qui doit prévaloir : "Tu ne tueras point". Aucun soldat n'est obligé d'obéir à un ordre contraire à la loi de Dieu. Personne n'est tenu d'exécuter une loi immorale. Il est temps de retrouver votre conscience, de lui obéir plutôt que d'obéir à l'ordre du péché... Au nom de Dieu, au nom de notre peuple tourmenté dont les cris montent au ciel, je vous implore, je vous supplie, je vous ordonne : ARRETEZ LA REPRESSION !

Le lendemain il est assassiné pendant la messe. Ni les auteurs ni les instigateurs de ce crime - notamment le major D'Aubuisson - n'ont jamais été inquiétés. Bien plus, en décembre 1988, le Parlement salvadorien (contrôlé par ARENA) a congédié le Procureur Général parce que, sur la demande du président de la République, Napoleon Duarte, il prétendait mettre en accusation le major D'Aubuisson.

La clique oligarchique et militaire qui a tué l'archevêque en 1980 et plus de 60.000 salvadoriens depuis cette date est actuellement au pouvoir. C'est elle qui vient de s'illustrer à nouveau par le meurtre des dirigeants syndicalistes de Fenestras, des jésuites de l'Université Centre Américaine, de leur femme de ménage et de sa fille de quinze ans et de plusieurs milliers d'habitants des faubourgs pauvres de la capitale.

Monseigneur Romero et toutes ces victimes vivent dans l'esprit et dans le cœur du peuple salvadorien et de ses très nombreux amis de par le monde.



LE FMLN

ET LES ACCORDS DE SAN ISIDRO

Envio : Quand en êtes-vous arrivés à l'idée que la négociation était nécessaire, comme seule solution à la guerre ?

Jesus Rojas : La négociation a toujours été un élément fondamental de notre projet stratégique. Ce qui s'est passé, c'est qu'elle n'a jamais pu trouver l'espace nécessaire pour se développer. Cet espace, nous avons dû le conquérir dans la rue et sur les champs de bataille. Dans les années 82 et 83, et pendant quasiment toute l'année 1984, le drapeau du dialogue a été un drapeau politique brandi par le FMLN, allié au FDR, particulièrement sur le terrain international. Quiconque, à l'intérieur du Salvador, mentionnait la possibilité d'un dialogue avec le FMLN était considéré comme subversif et terroriste, et il était persécuté et réprimé. C'est la lutte de notre peuple qui a permis que ce drapeau soit brandi chaque fois avec plus de force à l'intérieur du pays, jusqu'à ce que le président Duarte se voit obligé de le reprendre, en essayant de le récupérer. Il a dû ainsi accepter la première réunion de dialogue entre la guérilla et le gouvernement à la Palma, Chalatenango, en Octobre 1984 (...). Une autre réunion eut lieu le mois suivant, à Ayaguala, département de la Libertad, à quelques kilomètres de San Salvador. Là, deux thèses, deux projets, se sont opposés clairement. Nous proposons de négocier. Le gouvernement ne nous offrait rien d'autre qu'une formule de reddition : nous devions abandonner les armes, renoncer publiquement à la lutte armée et nous incorporer au processus démocratique qui - disaient-ils - nous accueillerait.

Envio : Pourquoi la négociation n'a-t-elle pas été possible du temps de Duarte ?

Jesus Rojas : Parce que, de même que négocier fait partie de notre stratégie, dans la leur, il n'y a jamais eu d'autre plan que la guerre. Ce sont des militaires. Le processus ouvert en 1984 a échoué fondamentalement par décision du haut commandement de l'armée, et par les pressions des secteurs de droite de l'oligarchie et de l'Arena. (...)

En 1987, dans le cadre des accords régionaux d'Esquipulas II, signés par les présidents centroaméricains, qui prévoyaient un dialogue national dans les pays de conflit, le gouvernement de Duarte, à nouveau, s'est vu obligé de participer à une troisième réunion avec le FMLN. Cette fois, elle eut lieu à la nonciature du

L'accord de San Isidoro de Coronado, signé le 12 Décembre dernier par les cinq présidents centroaméricains, a représenté une rupture par rapport aux précédents accords, signés dans le cadre d'Esquipulas. En effet, pour la première fois, Cristiani a réussi à faire reprendre sa thèse du parallélisme entre le FMLN et la contra nicaraguayenne. Le FMLN a immédiatement publié un communiqué en réaction à cet accord. Nous publions ci-dessous des extraits d'une interview, parue dans Envio(1) de Janvier 1990, du commandant Jesus Rojas, membre de la commission politico-diplomatique du FMLN, où il explique la place de négociations véritables dans la stratégie du FMLN vers la paix.

(1) *Envio* (Instituto Histórico Centroamericano), no 101, Enero 1990, Managua, Nicaragua.

Saint-Siège à San Salvador. A nouveau, les mêmes projets se sont affrontés.

Envio : En quoi ont consisté les propositions de négociations que vous avez faites à l'autre partie ?

Jesus Rojas : (...) Nous avons présenté une proposition en six points, dans laquelle nous abordions la nécessité d'instaurer un gouvernement provisoire de large participation, qui mènerait d'abord les transformations les plus fondamentales, et appellerait ensuite des élections générales. A ce moment-là, nous exigeons la restructuration de l'armée et la fusion d'une nouvelle armée, constituée par l'ancienne armée restructurée et la nôtre. Nous proposons aussi des réformes économiques et sociales de base, et des réformes de la constitution. Ensuite nous avons fait une proposition en dix-huit points, qui cherchait plus particulièrement à créer des conditions pour pouvoir ouvrir les négociations. Ces dix-huit points supposaient une forme d'engagement de la part du FMLN et de la part de l'armée, et se situaient tous dans une ligne d'humanisation du conflit.

(...) Nous avons su que les dix-huit points ont été largement discutés et débattus à l'intérieur de l'armée, et qu'il y a eu des secteurs qui ont trouvé qu'ils présentaient un intérêt et pouvaient se négocier. Mais à nouveau, la conception la plus droite s'est imposée, et rien n'a été négocié. (...)

Envio : Entre toutes ces initiatives, laquelle considérez-vous comme la plus importante ?

Jesus Rojas : Peut-être la plus stratégique, la plus viable, a-t-elle été celle que nous avons prise le 23 Janvier 1989. Nous nous sommes alors engagés à chercher la solution à la guerre par la voie électorale. Nous avons proposé que les élections soient retardées de quelques mois pour créer les conditions qui permettraient la participation pleine et entière du FMLN. En proposant cela, nous avons effectué un changement de fond par rapport à nos précédentes propositions. Pour la première fois, nous sommes revenus sur notre exigence de former d'abord un gouvernement provisoire de large participation, pour ensuite laisser place au processus d'incorporation du FMLN à une société déjà réformée, avec des caractéristiques différentes de celles de la société actuelle. En Janvier 1989, nous avons proposé que le processus électoral se tienne d'abord, exigeant, naturellement, des conditions maxima de sécurité, non seulement pour nous mais aussi pour toutes les forces politiques d'opposition, afin de garantir

une campagne électorale juste et honnête. (...)

Envio : Comment l'arrivée de l'Arena au pouvoir, à travers les élections de Mars 1989, a-t-elle influé sur les possibilités réelles de négociation ?

Jesus Rojas : L'arrivée de l'Arena au pouvoir représente une tentative pour développer et consolider un modèle de gouvernement avec des caractéristiques fascistes, même si ce n'est pas absolu. Mais un modèle fasciste comme celui d'Arena entre en contradiction ouverte avec le projet nord-américain, qui depuis 1982 a cherché à donner une couverture à la guerre contre-insurrectionnelle, au moyen d'un gouvernement d'apparence modérée, au centre. Pour résoudre cette contradiction les États-Unis ont essayé de faire apparaître Cristiani comme le représentant du centre à l'intérieur de l'Arena, et donc comme le successeur de Duarte, occupant l'espace rempli auparavant par la Démocratie Chrétienne. Cet image impliquait, en retour, que Cristiani accepte sous une forme quelconque le processus de dialogue commencé par Duarte, et prenne place dans le processus régional de paix, qui avait été en permanence attaqué par son parti. (...)

Nous avons décidé de participer à la première réunion de dialogue à Mexico, en Septembre, en mettant en place le plus de conditions favorables, afin que le processus connaisse un démarrage sérieux. Notre commission a été constituée au plus haut niveau, avec la présence de compañeros du Commandement Général, et nous avons prévu un exposé substantiel. Le gouvernement, au contraire, a envoyé une délégation sans aucun poids ni représentativité, qui a présenté un exposé n'abordant aucune question de fond. (...)

A cette réunion de Mexico, rien n'a avancé. Le fascisme a continué à gagner du terrain. En effet, en plus de leurs opérations militaires, ils se sont lancés dans une escalade répressive contre le mouvement populaire et l'opposition politique, menaçant et cherchant à intimider pratiquement tous les secteurs sociaux et poli-

tiques du pays, les accusant d'être des "façades du FMLN". Ils ont accusé la Démocratie Chrétienne, l'Église Catholique et les autres églises, les prêtres de la UCA, tout le mouvement populaire. C'est dans ce contexte que s'est tenue la seconde réunion en Octobre, à San José, Costa-Rica. Pour cette réunion nous avons retravaillé, le plus que nous avons pu, notre proposition de Mexico. En fait, nous y reprenions l'idée générale de notre proposition de Janvier 1989, en la développant. (...) Rien n'est sorti de la réunion de San José. La délégation gouvernementale a refusé, de façon réitérée, de discuter notre proposition. Elle ne l'a même pas commentée. (...)

Envio : Beaucoup ont été surpris par la position du gouvernement du Nicaragua au sommet centre-américain de San Isidoro, au Costa-Rica. Signifie-t-elle un affaiblissement de la solidarité du FSLN avec le FMLN ?

Jesus Rojas : Nous sommes conscients que dans ces sommets participent 4 présidents en plus de celui du Nicaragua, et que ce que dit un seul président n'est pas ce qui est signé ensuite. Nous savons aussi qu'il existe des pressions qu'il faut prendre en compte au moment des résultats. Le FMLN refuse le contenu de ces accord, car nous estimons qu'ils ne contribuent pas à renforcer le processus de négociation, qui aujourd'hui n'est pas encore ouvert. Ce document ne contribue pas à ouvrir l'espace nécessaire. En effet, une partie des accords légitime et consolide les positions les plus dures du régime fasciste salvadorien. Mais il existe dans ce texte d'autres éléments avec lesquels nous sommes d'accord. Nous appuyons la nomination du service général de l'ONU comme médiateur dans le processus de négociation. (...) Par ailleurs, le FMLN a déclaré avant tous ces sommets que nous n'étions subordonnés à aucun des gouvernements qui les signeraient, en ce qui concerne le gouvernement auquel nous avons affaire directement, le gouvernement salvadorien, nous sommes précisément en guerre contre lui. Nous ne sommes donc pas obligés de respecter ces accords.



QUELLE ALTERNATIVE POUR LE SALVADOR?

DECLARATIONS DE GUILLERMO UNGO

Au plan militaire

En premier lieu, l'offensive rebelle a mis en évidence que la guerre au Salvador n'est pas un problème de peu d'importance ni en voie de solution militaire... Bien plus, l'offensive a montré une armée désorientée par les nouvelles tactiques des insurgés. C'est ce dont témoigne l'utilisation massive et indiscriminée de l'artillerie lourde et de l'aviation pour contenir l'avance rebelle dans les villes, affectant gravement la population civile.

Dans ce contexte, est apparue clairement la logique guerrière de la politique du parti gouvernemental ARENA. Un mois après l'offensive (...), le Président de la République a conditionné la reprise des négociations avec la guérilla au retrait des forces et à la cessation des actions de celle-ci dans les zones urbaines et sub-urbaines de la capitale.

L'excuse de protéger la population civile constitue un argument douteux lorsqu'on sait le coût qu'a fait payer l'armée à la population paysanne pendant toutes les années de guerre, sans que le gouvernement s'en soucie le moins du monde. Il est clair que les propositions du Président ont pour but de mettre le dialogue au service du maintien d'une guerre à un niveau suffisant pour anéantir les rebelles et légitimer la répression, mais limitée de façon à ne pas affecter les intérêts économiques des grandes entreprises ni menacer la sécurité de celles-ci, concentrées dans la capitale.

Le nouveau cadre du dialogue

La dernière offensive guérillera met clairement en évidence l'impossibilité de solutions militaires au conflit salvadorien et, en conséquence, l'inévitabilité d'une solution négociée. Ceci était déjà amplement connu, mais l'élément nouveau et important qu'apporte l'offensive est l'insuffisance des bases et de la méthode utilisées jusqu'à l'année dernière pour structurer le processus de dialogue-négociation. En effet, l'escalade récente d'agressions et de violations subies par les forces politiques d'opposition et un grand nombre d'organisations sociales prouve de façon dramatique que dans le problème du dialogue et de la négociation l'enjeu primordial n'est pas le partage du pouvoir ou l'incorporation à un régime politique.

Ce dont il s'agit fondamentalement c'est de la démocratisation réelle du pouvoir politico-militaire et de la société dans son ensemble. En conséquence, le dialogue n'est pas un processus visant à un accord concernant seulement les parties belligérantes mais au contraire un thème qui intéresse toutes les forces poli-

Le Dr Guillermo Ungo, président du MNR (Mouvement National Révolutionnaire, parti social-démocrate) a reçu en février à Montevideo le prix Mgr Leonidas PROANO, attribué par l'Association des Droits de l'Homme d'Amérique Latine. Il a fait à cette occasion une déclaration dont nous publions quelques extraits.

tiques et les organisations sociales. Toute tentative d'exclure de la table des négociations le pluralisme des perspectives dénature l'essence du problème et diminue les chances de sa solution.

Il est erroné et irresponsable de prétendre que seul le FMLN est en mesure de promouvoir la démocratisation du pays et qu'à lui seul incombe d'assumer cette tâche, tout comme il est erroné et illusoire d'espérer que l'armée et le gouvernement concéderont à leur "ennemi principal" les revendications minima et irréductibles qu'ils ne veulent ou ne peuvent concéder à la société salvadorienne et à la communauté démocratique internationale. En ce sens l'assassinat des six jésuites devient le nouvel et indéniable paradigme de la nécessité incontournable de l'épuration de l'institution militaire et de l'assainissement et la consolidation

tion du système judiciaire. Ces exigences dont la satisfaction n'a pu être obtenue ni par la clameur populaire indignée ni par le scandale international constituent aujourd'hui des obstacles insurmontables sur la table du dialogue-négociation.

Dans ces conditions, il devient évident que les conversations de paix ne peuvent être sereines et efficaces que si un médiateur expérimenté est en mesure d'orienter avec impartialité les protagonistes vers les décisions raisonnables et indispensables pour trouver une solution politique et démocratique au conflit. C'est pourquoi une condition indispensable pour que les futures négociations soient fructueuses et satisfaisantes est de confier au Secrétaire Général des Nations Unies les pouvoirs de médiateur.

En résumé, aussi bien la conclusion de la paix que l'instauration d'une véritable démocratie respectueuse des droits de l'homme sont fonction directe de la mise en oeuvre d'un dialogue avec une représentation plurielle de la société salvadorienne et une médiation effective de la plus haute crédibilité. La conjoncture dramatique engendrée par la dernière offensive de la guérilla - dont le prix a été effrayant - devrait permettre de transformer le dialogue en un véritable instrument de paix, de justice et de démocratie et de le sortir de l'ornière où il s'est embourbé, devenant, comme les élections, un instrument de justification de la continuation de la guerre et de la répression.

Revenir à la situation politique et au schéma du dialogue d'avant l'offensive ne serait pas seulement dédaigner un nouveau sacrifice du peuple salvadorien mais aussi revenir à un état d'accumulation de tensions politiques et militaires qui déboucherait inévitablement sur une autre explosion de violence et une recrudescence de la répression.

Tout ce que peut faire la communauté internationale en faveur de ce nouveau dialogue sera une contribution au respect véritable des droits de l'homme, de la paix et de la démocratie au Salvador.

ADIEU A HECTOR OQUELI



12 janvier 1990, 7 heures du matin : Hector Oqueli, dirigeant socialiste salvadorien, se dirige vers l'aéroport de Ciudad Guatemala accompagné par une militante du parti Social-Démocrate guatémaltèque, l'avocat Hilda Flores. Un groupe d'hommes fortement armés les enlève devant de nombreux témoins; on trouvera quelques heures plus tard les cadavres sur la route qui mène du Guatemala au Salvador.

Hector Oqueli Colindres, 45 ans, était l'un des piliers du socialisme latino-américain. Secrétaire du Comité Amérique Latine de l'Internationale Socialiste, il était l'auteur de la plupart des rapports concernant ce continent, et le garant d'une cohésion difficile entre des partenaires confrontés à des problèmes trop rudes et trop divers pour toujours se comprendre. Au Salvador, il avait été vice-président du Syndicat étudiant (AGEUS) pendant ses études d'économie et secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères pendant l'intermède progressiste de la première junte, d'octobre 1979 à janvier 1980. Aux côtés de Guillermo Ungo, il devait ensuite mener le Mouvement National Révolutionnaire au cours de 10 années tumultueuses. Il fut l'un des diplomates choisis par le F.M.L.N.-F.D.R. dans chacune des trois rencontres importantes entre l'alliance et le Président Duarte.

Fin 1987, il décidait, avec les principaux dirigeants de la gauche non armée, de revenir au Salvador après plusieurs années d'exil pour tenter, malgré la guerre, de «nager dans cette piscine, même si elle est pleine de requins» : le Mouvement National Révolutionnaire rouvrait ses permanences dans plusieurs régions du Salvador, formait des cadres nouveaux. Hector Oqueli était le maître d'œuvre de cette tâche, l'organisateur et le théoricien. Le centre de recherches politiques qu'il avait créé à Mexico, le C.I.N.A.S., s'établissait lui aussi à San Salvador.

Puis, s'engage la campagne électorale où la Convergence Démocratique, coalition de partis de gauche, présente la candidature de Guillermo Ungo pour les élections présidentielles de mars 1989. Les meetings se tiennent, encerclés par des soldats en armes; les bureaux de vote quadrillés par les supporters du parti d'extrême-droite ARENA interdisent de rêver d'un bon score. Mais les éléments d'une solution politique du conflit apparaissent : les analyses d'Hector Oqueli sont de plus en plus écoutées, son nom figure sur les listes des démocrates à abattre.

Le 11 novembre dernier, le F.M.L.N. lance une offensive militaire de grande envergure. Quelques jours plus tard à Paris, Hector Oqueli explique que l'extrême droite au pouvoir au Salvador prend comme prétexte l'intensification de la guerre pour faire disparaître tout ce qui est susceptible de construire une alternative : prêtres, syndicalistes, militants politiques. Les assassins ne se trompent pas de cible : après le meurtre de 6 brillants intellectuels jésuites le 16 novembre, ils ont frappé l'un des démocrates les plus cohérents de la région. Il s'appêtait à regagner San Salvador malgré les menaces qui pesaient sur lui : des démarches étaient en cours pour qu'il obtienne une protection diplomatique française lors de son retour fin janvier.

Qui est l'auteur du meurtre ? Sans doute ne le saura-t-on jamais précisément. Mais le cadre est clair et ne saurait être réduit à l'action de groupes paramilitaires incontrôlés. La coopération entre les droites extrêmes du Salvador et du Guatemala est bien connue, comme l'est leur pouvoir au sein de forces armées dont la loi prime sur celle des autorités civiles qui tenteront d'éluder toute responsabilité.

Marie Duflo

SALVADOR SOLIDARITE

COMITÉ DE SOUTIEN À L'ACTION DE MADELEINE LAGADEC

COMUNIQUE DE PRESSE - le 26 Janvier 1990.

Le gouvernement français a répondu dans le Journal Officiel du 15 Janvier 1990 à la question écrite de M. Gourmelon datant du 10 Juillet 89. M. Gourmelon demandait au gouvernement quelles dispositions il entendait prendre suite au décès de Madeleine Lagadec au Salvador.

Au vu de la réponse, le "Comité de Soutien à l'Action de Madeleine Lagadec" considère qu'en effet le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires au point de vue administratif (notamment en ce qui concerne le rapatriement du corps de Madeleine).

Cependant, le Comité estime qu'il est insuffisant que le gouvernement français se contente de demander des éclaircissements au gouvernement salvadorien. Le rapport d'autopsie est suffisamment clair pour que l'on soit en droit d'attendre une protestation publique des autorités françaises auprès du gouvernement du Salvador.

Le Comité s'inquiète également de la généralisation de la répression au Salvador contre laquelle s'est élevé le parlement européen dans une résolution du 14 Décembre dernier.

Pour la France, M. Roland Dumas déclarait : "La France, par notre intermédiaire, donnera de la voix partout et quand il le faudra, lorsque seront constatés des manquements graves aux droits de l'homme dans le monde". Notre gouvernement serait-il si mal informé ?

Nous attendons donc toujours une protestation publique du gouvernement français, tant en ce qui concerne l'assassinat de Madeleine, que les nombreuses atteintes aux droits de l'homme qui ont lieu ces derniers temps au Salvador.

Le docteur Marc Ingelbrecht, médecin belge de la guérilla, responsable de la zone où a été assassinée Madeleine Lagadec est venu en France au début du mois de mars pour témoigner des circonstances de la mort de notre amie devant le juge d'instruction de Brest le 7 mars. Il a confirmé les termes de la lettre qu'il avait adressée au président François Mitterrand et à tout le peuple français dans les jours qui ont suivi le drame, en apportant des précisions supplémentaires qui vont, nous l'espérons, faire progresser l'enquête et inciter notre gouvernement à demander des comptes au gouvernement salvadorien pour cette violation flagrante des droits de l'homme.

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée le 8 mars, Marc Ingelbrecht a cité les noms de deux témoins oculaires des faits.

Edwin est resté avec Madeleine, qui était indemne, jusqu'à quelques minutes avant l'arrivée des parachutistes. Madeleine n'a pas voulu fuir parce qu'elle donnait des soins à Maria Cristina qui avait été blessée pendant le bombardement et ne pouvait pas se déplacer. Une autre auxiliaire de santé, Yolanda, s'est enfuie de la cache et s'est réfugiée dans un bosquet à une centaine de mètres. Elle a entendu les parachutistes demander par radio téléphone à l'Etat-Major ce qu'il fallait faire des prisonniers. Des instructions ont été données pour ne pas les ramener à la base mais en tirer le maximum d'informations...

*Voir le bulletin, N°1 de mai 1989.

Réponse insérée au journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites) n° 3 A. N. (Q) du 15 Janvier 1990.

Premier ministre, Politique extérieure (Salvador).

15632- 10 Juillet 1989 - M. Joseph Gourmelon demande à M. le Premier Ministre quelles sont les initiatives prises par le gouvernement français, et spécialement par notre représentation diplomatique au Salvador, pour que soient élucidées les circonstances du décès de Madeleine Lagadec, survenu le 15 Avril de cette année. Il lui demande plus particulièrement, dans la mesure où serait établie l'existence de faits visés à l'article 7 du pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques, quelles sont les dispositions qu'il entend arrêter.

Réponse - Dès l'annonce de la mort de la jeune infirmière, survenue le 15 Avril dernier au Salvador, le Gouvernement est intervenu pour faciliter la recherche de son corps et aider ses proches, qui s'étaient rendus au Salvador, à le rapatrier en France. Les autorités françaises ont veillé à chaque étape de ces démarches à rester en contact avec la famille de Mlle Lagadec, en lui apportant toute l'assistance humaine et matérielle que justifiait cette dramatique épreuve. Dans le même temps, compte tenu d'indications contradictoires sur les circonstances violentes du décès, des demandes d'éclaircissement ont été présentées à plusieurs reprises et avec insistance aux autorités salvadoriennes, par notre ambassade à San Salvador. Ces autorités s'en sont jusqu'ici tenues à la version selon laquelle Madeleine Lagadec aurait été tuée au cours d'une opération de l'armée salvadorienne contre un "campement" de la guérilla. Cette version est manifestement contredite par le témoignage d'un médecin belge, selon lequel Madeleine Lagadec aurait en fait été arrêtée, puis torturée et assassinée par l'armée salvadorienne. Sur la base notamment de ces indications, la famille de Madeleine Lagadec a déposé une plainte contre X auprès du procureur de la République de Brest pour homicide volontaire avec emploi de torture et actes de barbarie. A la suite de cette plainte, une information judiciaire a été ouverte contre X par le juge d'instruction de Brest le 20 Juillet 1989. L'audition des plaignants à laquelle il a été procédé dès le 26 Juillet 1989 a conduit le juge à demander une commission rogatoire internationale le lendemain même. Le régime d'exception imposé à l'heure actuelle par le gouvernement salvadorien d'une part, l'évolution récente et le durcissement du conflit qui s'est traduit récemment par de violents affrontements armés d'autre part, rendent aléatoires, tout au moins à court terme l'exécution rapide de cette commission rogatoire. L'affaire demeure bien entendu suivie avec la plus grande vigilance par les autorités françaises : elles continuent de veiller, dans ce contexte difficile, à ce que soient efficacement menées les procédures judiciaires en cours, et ne manquent pas, à l'occasion de tout contact politique, de rappeler à leurs interlocuteurs salvadoriens leur souci que toute la lumière soit faite sur les conditions du décès de notre compatriote, notamment en facilitant l'exécution de la commission rogatoire.

Pour ce qui concerne l'applicabilité de l'article 7 du pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques, il ne paraît pas possible, en l'état des ratifications, de porter le cas devant le comité des droits de l'homme, ainsi que le prévoient les articles 1er et 2 du protocole facultatif additionnel du pacte, le Salvador ayant signé mais non encore ratifié le dit protocole.

SALVADOR SOLIDARITE

SOLIDARITÉ AUX ETATS-UNIS

De nombreux groupes de solidarité aux USA, dont notamment les CISPES (Committee in Solidarity with the People of El Salvador), avec l'assassinat des jésuites et l'offensive du FMLN ont reçu de nombreuses marques de soutien. Le nombre de manifestations et de participants s'est renforcé en novembre et décembre.

Fin janvier, le Congrès a repris le débat sur l'aide militaire au Salvador (1,5 millions de dollars par jour) et le président Cristiani s'étant rendu aux Etats-Unis pour s'adresser à l'ONU, plusieurs manifestations ont eu lieu devant le Congrès et au siège de l'ONU, où 34 manifestants ont été arrêtés. Le Comité de solidarité de Chicago a adressé à tous les sénateurs le rapport spécial d'Amnesty International sur les escadrons de la mort au Salvador.

Les prochaines manifestations aux USA auront lieu le 24 mars pour le dixième anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Romero.

A SAN FRANCISCO, VANCOUVER, BOYCOTT DU CAFÉ SALVADORIEN

Les 8 et 9 février, une centaine de manifestants ont formé une chaîne humaine dans le port de San Francisco pour empêcher le déchargement de deux bateaux transportant du café salvadorien. Les manifestants ont demandé aux dockers de ne pas « décharger le café, car il est taché du sang du peuple salvadorien ».

Les travailleurs ont répondu à l'appel, soutenus par leur syndicat (ILWU). Les deux bateaux ont dû être envoyés au port de Vancouver, dans l'Etat de Washington. Le président du Syndicat des Arrimeurs a appelé leur branche, ainsi que celle d'autres villes, à refuser de décharger le café salvadorien.

La campagne de boycott du café salvadorien est organisée aux Etats-Unis par plusieurs groupes qui s'opposent à la politique nord-américaine en Amérique centrale et appellent la population nord-américaine à boycotter le café « la plus grande ressource en dehors de l'aide militaire des Etats-Unis, pour financer la guerre au Salvador », comme l'a déclaré le sénateur Kerry, lors d'une manifestation à Boston.

Le père Daniel Sanchez, curé de la paroisse "Maria Madre de los Pobres" du bidonville de La Chacra à San Salvador avait été contraint à l'exil en novembre dernier, accusé d'avoir aidé la "subversion". En avril il avait été accusé par le vice-président de la République lui-même de faire partie de "commandos urbains".

Après deux mois de séjour en Europe et aux Etats-unis, mis à profit pour relancer la solidarité, Daniel est revenu dans sa paroisse le 6 janvier. Il sait figurer en bonne place sur la liste des "escadrons de la mort".



*ÉCLARATION DES EGLISES NORD-AMÉRICAINES FACE AU GÉNOCIDE DE CRISTIANI

« Leaders religieux des Etats-Unis, nous nous déclarons indignés par la campagne délibérée et calculée des forces gouvernementales salvadoriennes d'intimider et d'harceler les églises de ce pays.

« Nous dénonçons, et ce de la manière la plus forte, les arrestations et détentions des religieux et des ecclésiastiques salvadoriens et étrangers que le régime du président Cristiani effectue systématiquement, en ce moment même. Nous sommes également préoccupés car beaucoup de ces détenus ont reçu des coups.

« Nos églises à El Salvador ont émis un appel désespéré d'aide à tous ceux en situation d'influencer ces actions injustifiables du gouvernement de Cristiani.

« Beaucoup des leaders religieux salvadoriens ont dû fuir le pays, privant le peuple de ses dirigeants au moment même où il a le plus besoins d'eux.

Nous continuons à exprimer notre horreur devant l'assassinat des six prêtres jésuites et des femmes, et nous ne sommes pas satisfaits car, à ce jour, le gouvernement de Cristiani n'a mis en route aucun processus pour amener les assassins devant les tribunaux. »

**Eglise presbytérienne, Eglise évangélique, Eglise luthérienne, Conseil national des Eglises des Etats-Unis.*

Voici quelques passages d'une lettre datée du 25 janvier :

Je suis revenu pour rester... J'ai tout de suite compris que c'était indispensable, malgré tous les problèmes. Les gens ont très peur de la répression. Beaucoup sont tentés de fuir le pays. La seule façon de les retenir est de rester, soi-même...

Cette peur paralyse les gens. Il faudra beaucoup de temps pour nous en remettre. Beaucoup d'activités ont été arrêtées, surtout celles de formation et de promotion sociale. Mais nous planifions déjà l'année pour voir quels projets mettre en route... Nous avons réparé les dégâts des constructions et pensons remettre en marche la garderie en février. L'atelier de couture, l'orphelinat et le dispensaire ont déjà repris, après réparation des dommages. Mais l'armée nous a volé beaucoup de matériel... nous verrons comment le remplacer. Il est certain que les gens reprennent courage quand ils voient que tout repart à nouveau...

La situation économique devient de plus en plus difficile. La monnaie a été dévaluée et les prix ont flambé. L'eau et l'énergie électrique ont augmenté de 300%. La misère va en s'aggravant.

Ceci ne doit pas nous décourager mais nous donner d'autres raisons de travailler pour que s'améliorent les conditions de vie, que s'arrête la guerre et que soit trouvée une solution négociée au conflit. Nous savons que ce n'est pas facile et que nous avons besoin de la solidarité internationale, c'est-à-dire de vous. Mais nous savons aussi que nous avons besoin de l'aide de Dieu et que nous devons avoir recours à la prière, parce que nous sommes croyants.

Nous vous remercions donc pour votre aide dans tous les domaines et nous vous demandons de ne pas arrêter ou vous décourager : soyez certains que nous allons de l'avant.

POEMES

Nous continuons la publication de poèmes extraits de l'anthologie bilingue de poésie salvadorienne qui sera publiée cette année.

Le premier poème est de Roque DALTON qu'il semble superflu de présenter puisqu'il est un des plus célèbres poètes sud-américains de ce siècle.

Révolutionnaire, il a été assassiné par ses propres frères dont le remords ne suffit pas à effacer son crime.

Ya te aviso...

Patria idéntica a vos misma
pasan los años y no rejuvenecés
deberían dar premios de resistencia por ser salvadoreño
Beethoven era sifilitico y sordo
pero ahí está la Novena Sinfonía
en cambio tu ceguera es de fuego
y tu mudéz de gritería

Yo volaré y volaré
no a llevarle la paz sino el ojo de lince
el olfato del podenco
amor mio con himno nacional
voraz
ya le comiste el cadáver de don Francisco Morazan hoy te querés comer a
Honduras
necesitas bofetones
electro-shocks
psicoanálisis
para que despertés a tu verdadera personalidad
vos no sos don Rafael Meza Ayau ni el Coronel Medrano
habrá que meterle en la cama
a pan de dinamita y agua
lavativas de coctel Molotov cada quince minutos
y luego nos iremos a la guerra de verdad
todos juntos

para ver si así como roncas duermes
como decía Pedro Infante
novia encarnizada
mama que paras el pelo

Je te prévient...

Patrie à toi même idéntique
passent les ans tu ne rajeunis pas
on devrait bien donner des prix d'endurance à ceux qui sont salvadoriens
Beethoven était syphilitique et sourd
mais la Neuvième est là
en revanche ton aveuglement est feu
et ton mutisme cri.

Je reviendrai je reviendrai
non t'apporter la paix mais l'oeil du lynx
le flair de l'épagneul
mon amour avec un hymne national
vorace
tu as déjà mangé le cadavre de don Francisco Morazan aujourd'hui tu veux
manger le Honduras
tu as besoin de claques
d'électrochocs
d'une psychanalyse
pour t'éveiller à ta vraie personnalité
tu n'es pas don Rafael Meza Ayau ni le Colonel Medrano
il va falloir te mettre au lit
à l'eau et au pain de dynamite
un lavement au cocktail Molotov tous les quarts d'heure
ensuite nous irons à la guerre pour de vrai
tous ensemble

pour voir si comme tu ronfles tu dors
comme disait Pedro Infante
fiancée qui l'acharnes
maman qui horrifies.

Francisco Andrés ESCOBAR, né en 1944, n'a pas mis d'emblée son talent poétique au service de la lutte contre l'injustice dont souffre son peuple.

Son oeuvre plonge dans les profondeurs de son monde intérieur illuminé par la foi chrétienne, mais les drames que vit le Salvador sont tels que les

poètes intimistes descendent dans l'arène. Le poème suivant a été écrit après l'assassinat de Mgr ROMERO.

Presencia...

Pasa un marzo... otro marzo... Incansable la vida
sus andares prolonga sobre el hilo del tiempo.
Quema el fuego la zarza, moja el agua las eras
y el recondito signo se hace luz en silencio.

En la curva descrita por el hombre y su huella
tu figura se crece como agreste prospecto.
Con el pueblo que clama la prometiada tierra,
en su sangre tu sangre va por largo desierto.

Y es que en el suelo dolido por heridas abiertas,
en el surco que gime con sollozos y miedos,
fuiste verbo, conciencia, ángel, Cristo, profeta,
de los unos insomnio, de los otros el eco.

Labrador tutelar de la paz y su fiesta,
incansable guardian de lo justo y lo cierto:
un arcángel silente tañe el arpa y ondea
frente al trono de Dios tu nimbado recuerdo.

Y en la historia del hombre donde el mal aletea
donde rumia el dolor con sus hipos de invierno,
la quebrada sustencia del martirio funeste
tiene todo el fulgor de la espiga en la siega.

Sabe, pues, fiel dador de la sílaba recta
del amor encarnado en los mínimos hechos,
que allí tienes tu estancia: en la zona más tersa
del sagrario mayor que es el pobre u sus sueños.

Allí habrás de vivir, como mística esencia,
como pernoca el pan en la sombra del templo.
Y en tus hombros de luz se hará fuerte la espera
de quien sabe que el mal deja al fin su cruel reino.

Présence...

Passe mars... encore un mois de mars... Infatigable la vie
prolonge sa marche le long du fil du temps.
Le feu brûle la ronce, l'eau mouille les champs
et le signe caché se fait en silence lumière.

Sur la courbe décrite par l'homme et sa trace
ta silhouette croît comme un projet agreste.
Avec le peuple et sa clameur de terre promise
ton sang parcourt son sang à travers le désert long.

Car sur un sol souffrant de blessures ouvertes,
sur le sillon criant de larmes et de pleurs,
tu as été le verbe, ange, conscience, Christ et prophète,
l'insomnie pour les uns, pour les autres l'écho.

Laboureur tutélaire de la paix, de sa fête,
gardien infatigable des choses justes et certaines:
un arcange muet fait résonner la harpe
et face au trône de Dieu ton souvenir ondoie.

Dans l'histoire de l'homme où le mal bat des ailes,
où la douleur rumine en ses hoquets d'hiver,
la substance brisée du funeste martyr
à toute la splendeur de l'épi qu'on moissonne.

Sache donc, donneur fidèle de la droite syllabe,
de l'amour incarné dans chaque fait infime,
que là est ta demeure: dans la région la plus tendue
du profond sanctuaire que constitue le pauvre et son rêve.

Là tu vivras, comme mystique essence,
comme garde la nuit le pain dans l'ombre du temple.
Et sur tes épaules de lumière l'attente de celui
qui sait que le mal cesse un jour de régner, se fortifie.